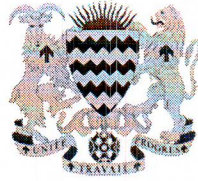


REPUBLIQUE DU TCHAD



UNITE-TRAVAIL-PROGRES

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DU BUDGET

**RAPPORT D'EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE
L'ETAT AU PREMIER TRIMESTRE 2017**

Visas :

- DGB 
- DGTCP 

INTRODUCTION

Le présent rapport a pour objet de faire la situation, au premier trimestre 2017, de l'exécution de la loi N° 033/PR/2016 du 31 Décembre 2016 portant Budget Général de l'Etat pour l'exercice 2017.

Ce rapport est destiné à l'information du public ainsi qu'aux députés, conformément à l'article 61 de la loi N°004/PR/2014 du 18 Février 2014 portant loi organique relative aux lois de finances (LOLF).

Le présent rapport s'articule autour de deux parties : le contexte macroéconomique et l'état d'exécution des recettes et des dépenses au cours de la période sous revue.

I- CONTEXTE ECONOMIQUE AU PREMIER TRIMESTRE 2017

L'exécution du budget général de l'Etat pour le premier trimestre de l'année 2017 s'est effectuée dans un contexte macroéconomique difficile, eu égard à l'environnement économique international marqué par l'incertitude liée aux cours de pétrole. Les prévisions du prix du pétrole sont de 42,9 dollars le baril en 2016, elles seront de 48,2 dollars en 2017 et 52,5 dollars en 2018.

Dans l'espace CEMAC, selon les estimations du FMI, le taux de croissance serait de 1,7 % pour l'année 2016 et atteindrait 3% en 2017. Ceci est lié au dynamisme des services marchands et à la vigueur de la consommation privée. L'inflation serait contenue sous le seuil communautaire de 3%. De même, les niveaux de déficits budgétaire et extérieur courant se fixeraient respectivement autour de 5 % et 10 % du PIB. La situation monétaire afficherait un taux de couverture extérieure de la monnaie au-dessus de 60 % (BEAC, 2017).

Sur le plan national, la récession économique en 2016 est liée à la faiblesse des cours mondiaux du pétrole, aggravée par la baisse des recettes publiques sur fond d'une situation sécuritaire instable aux frontières, d'une mauvaise pluviométrie et des grèves répétitives dans l'Administration Publique. Troisième plus grand pays d'accueil des réfugiés sur le continent africain (plus de 750 000), le Tchad connaît une situation humanitaire marquée par un sous-financement des besoins à cause de la baisse des ressources financières et de l'arrivée massive des réfugiés.

Aussi, la croissance économique s'est-elle établie à -3,2 % en 2016 contre 3,1 % en 2015. L'on a observé une contraction des activités aussi bien dans le secteur pétrolier (-9,0 %) que dans le secteur non pétrolier (-2,5 %). S'agissant de l'inflation, elle s'est située à -1,6 % en décembre 2016.

Dans cette perspective, les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

- ❖ Taux de croissance : 2,3 % ;
- ❖ Taux de pression fiscale : 7,8 % ;
- ❖ Production de pétrole : 145 100 barils/jour ;
- ❖ Cours du Brent : 48,2 dollars le baril ;

- ❖ Décote : 5,0 dollars le baril ;
- ❖ Tarif de transport : 4,1 dollars le baril ;
- ❖ Taux de change : 605,7 FCFA/dollars.

Tenant compte de ce contexte, la LFI 2017 a établi les prévisions de recettes à 692,206 milliards de FCFA contre 648,185 milliards de FCFA à la LFR 2 2016 et les prévisions de dépenses à 937,097 milliards de FCFA contre 922,279 milliards de FCFA en 2016. Il se dégage un déficit prévisionnel de 244,891 milliards de FCFA.

II- EXECUTION DU BUDGET GENERAL DE L'ETAT A FIN MARS 2017

II.1- REALISATION DES RESSOURCES DE L'ETAT

Prévues globalement pour un montant de 692,206 milliards de FCFA dans la Loi N°033 /PR/2016 portant Budget Général de l'Etat pour l'exercice 2017, les recettes totales ont été recouvrées à 178,069 milliards de FCFA au 31 mars 2017, soit un taux de réalisation de 26 % contre 13% à la même période l'année dernière.

Cette performance s'explique par les innovations fiscales introduites dans la Loi de Finances Initiale 2017 d'une part et d'une meilleure organisation des services de la Direction Générale des Impôts d'autre part.

II.1.1- RECETTES HORS PETROLE

Sur une prévision annuelle de 455,000 milliards de FCFA, les réalisations de ressources hors pétrole au 31 mars 2017 se sont chiffrées à 98,078 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 22% contre 16% un an plutôt.

II.1.1.1- Recettes fiscales

Au cours du 1^{er} trimestre 2017, les recettes fiscales s'élèvent à 61,251 milliards de FCFA sur les 425,000 milliards de prévisions budgétaires, correspondant à un taux de recouvrement de 14%. Par rapport à la même période de l'année dernière, elles étaient de 76,680 milliards de FCFA soit 17,82%, elles accusent une moins-value de 15,429 milliards de FCFA.

Au niveau des régies financières, la Direction Générale des Impôts (DGI) a réalisé 16% de ses prévisions budgétaires, soit un montant de 42,998 milliards de FCFA dont 2,256 milliards de FCFA des Domaines contre 57,589 milliards de FCFA à fin mars 2016 soit une diminution de 14,591 milliards de FCFA. La Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI) quant à elle, a réalisé 13% de ses prévisions annuelles, soit 18,253 milliards de FCFA contre 19,091 milliards de FCFA pour la même période une année plutôt soit une diminution de 838 millions de FCFA.

Ces diminutions à la DGI et la DGDDI s'expliquent par le fait que certains recouvrements effectués et qui relèvent de ces régies sont en attente dans les recettes diverses (produits divers non classés)

II.1.1.2- Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont connu un recouvrement de 37,073 milliards de FCFA à fin mars 2017 sur les 30,000 milliards de FCFA prévus, soit une réalisation de plus de 124%. Cette performance s'explique par la réalisation des recettes diverses de 32,914 milliards de FCFA. Ces recouvrements proviennent des produits divers non classés qui sont des recettes de la Société de Raffinage de N'Djaména (SRN) pour 23,705 milliards FCFA et des autres régies de recettes pour 9.209 milliards FCFA. Il est évident que ce montant diminue au fur et à mesure que les régularisations se feront sur les lignes appropriées. Par rapport au premier trimestre de l'année dernière, elles dégagent une plus-value de 33,101 milliards de FCFA.

II.1.2- RECETTES PETROLIERES

Au cours du 1^{er} trimestre 2017, les recettes pétrolières sont mobilisées à hauteur de 10,065 milliards de FCFA (9,938 milliards de FCFA de redevance sur la production et 127 millions de FCFA de redevance statistique) sur une prévision annuelle de la LFI de 44,700 milliards de FCFA, soit un taux de recouvrement de 22,516% contre 2,331 milliards de FCFA, soit une augmentation de 7,734 milliards de FCFA par rapport à l'année dernière.

II.1.3- RECETTES EN CAPITAL

Au 31 mars 2017, les décaissements des bailleurs de fonds au profit des projets sectoriels se chiffrent à 69,926 milliards. En 2016, à fin mars, cette catégorie de recettes n'a pas connu de recouvrement.

II.1.4- RECETTES EXCEPTIONNELLES

Sur une prévision de 30,000 milliards de FCFA, les recettes exceptionnelles n'ont connu aucune réalisation au 31 mars 2017 contrairement à l'année dernière où elles se situaient à 16,760 milliards de FCFA à la fin du premier trimestre.

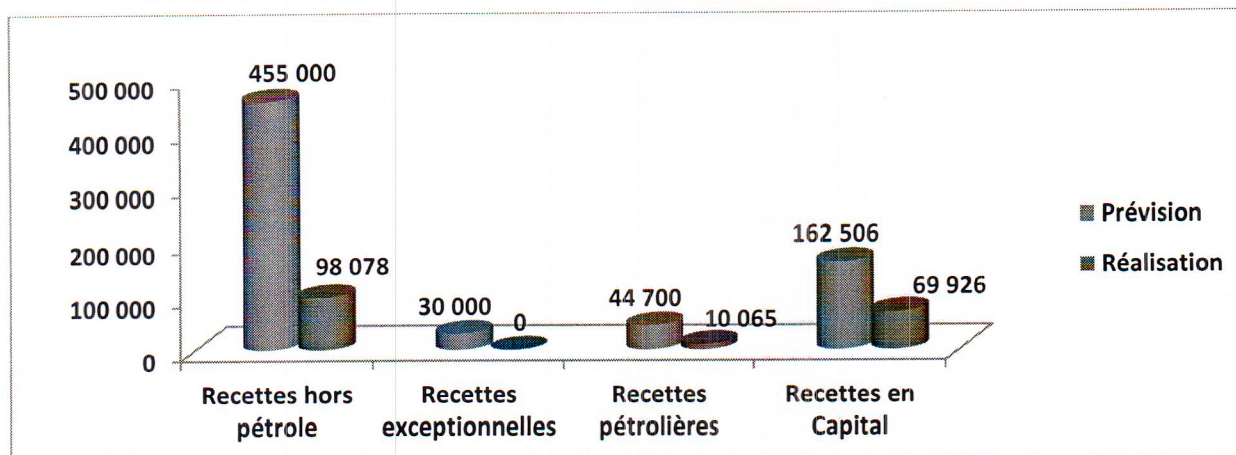
Le tableau et le graphique ci-dessous résument les différents niveaux de réalisation des recettes budgétaires de l'Etat au titre du premier trimestre 2017.

Tableau 1 : Réalisation des recettes au 31 mars 2017

Nature de la recette	Prévision	Réalisation	Taux de réalisation
Recettes hors pétrole	455 000	98 078	21,556%
Recettes exceptionnelles	30 000	0	0,000%
Recettes pétrolières	44 700	10 065	22,517%
Recettes en Capital	162 506	69 926	43,030%
Total	692 206	178 069	25,725%

Source : DGT/MF

Graphique 1 : Réalisation des recettes au premier trimestre 2017



Source : DGTCP/MFB

II.2- EXECUTION DU BUDGET DE L'ETAT EN DEPENSES

L'analyse de la situation d'exécution des dépenses budgétaires au 1er trimestre 2017, porte sur le Service de la Dette, les Dotations aux Pouvoirs Publics, les Interventions de l'Etat et les Equipements-Investissements.

Sur les 937,097 milliards de FCFA de prévisions établies dans la Loi de Finances Initiale 2017, les dépenses totales de l'Etat, sont évaluées à 204,222 milliards de FCFA à fin mars 2017 contre 99,714 milliards de FCFA à fin mars 2016, soit un taux d'exécution de 22% contre 7% durant la même période l'année dernière. L'exécution des dépenses a connu une hausse de 104,508 milliards de FCFA.

II.2.1- Service de la dette (Titre I)

Prévu pour un montant de 179,666 milliards de FCFA, le service de la dette publique a connu une réalisation de l'ordre de 8,570 milliards de FCFA au cours du 1^{er} trimestre 2017, soit un taux d'exécution de 5%. A la même période l'année dernière, cette catégorie de dépense n'a pas connue d'exécution.

Il faut signaler que les dépenses du service de la dette compte tenu de leur spécificité sont effectuées sous forme des dépenses avant ordonnancement (DAO) pour éviter d'éventuels retards de paiements des différentes échéances et ce n'est qu'après qu'elles sont régularisées dans le circuit intégré des dépenses CID. Au premier trimestre de l'année dernière du fait des problèmes de trésorerie aucune échéance n'a connu le moindre remboursement

II.2.2- Dotation des pouvoirs publics (TITRE II)

Au cours du 1^{er} trimestre 2017, sur une dotation annuelle de 387,370 milliards de Francs CFA, le montant total des dépenses correspondant à ce titre se chiffre à 116,765 milliards de Francs CFA contre 99,714 milliards de FCFA en mars 2016, soit un taux d'exécution de 30% contre 7% pendant la même période l'année dernière. Les dépenses relatives à la dotation des pouvoirs publics ont connu une

augmentation de 17,051 milliards FCFA. Par composante, les dépenses des Pouvoirs Publics se présente comme ci-dessous.

II.2.2.1- Personnel

En ce début de l'année 2017, ces dépenses sont exécutées à hauteur de 97,793 milliards de FCFA pour une prévision annuelle de la LFI de 326,370 milliards de FCFA, (composées de 73,678 milliards de FCFA pour les civils et 24,115 milliards pour les militaires), soit un taux d'exécution de 30% contre 25% à la même période en 2016. Cet écart de 5% s'explique par le fait que l'année dernière les prévisions de dépenses de personnel étaient de 376,316 milliards de FCFA et les dépenses exécutées à fin mars 2016 ne comprenaient pas les cotisations au titre de l'IRPP, les Pensions, le FIR etc...

II.2.2.2- Biens et Services

Au titre du 1^{er} trimestre 2017, les dépenses de biens et services s'élèvent à 18,972 milliards de FCFA sur une dotation annuelle de 61,000 milliards de FCFA, correspondant à un taux d'exécution de 31% contre 8% à la même période en 2016 soit une augmentation de 13,636 milliards de FCFA qui s'explique par le fait que l'année dernière les engagements ont commencés très tardivement à cause de la parution tardive du décret de répartition. Les seules dépenses qui ont été exécutées concernent les missions et transports dont les engagements ont été effectués manuellement (hors CID).

II.2.3- Transferts et subventions (Titre III)

Pour une prévision de 120,000 milliards de FCFA, les dépenses de transferts et subventions ont été exécutées à hauteur de 8,200 milliards de FCFA au 31 mars 2017, soit un taux d'exécution de 7%. Il faut signaler qu'en 2016 à la même période le titre III n'a connu aucun engagement. Les raisons évoquées pour les biens et services sont aussi valables pour les transferts et subventions

II.2.4- Investissement-Equipement (Titre V)

A la date du 31 mars 2017, les dépenses d'investissements sur ressources intérieures sont exécutées à concurrence de 760 millions de FCFA pour une prévision annuelle de 89,555 milliards de FCFA, ce qui correspond à un taux d'exécution de 0,1%, cette catégorie de dépense n'a pas connu d'exécution à fin mars 2016.

Quant aux investissements sur financements extérieurs, l'exécution des dépenses liées à ces financements se chiffrent à 69,927 milliards de FCFA pour une prévision de 160,506 de milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 44%. Ils se répartissent comme suit : 46,372 milliards de FCFA pour les dons/projets et 23,555 milliards de FCFA pour les emprunts/projets. L'année dernière au 31 mars, cette catégorie de dépense n'a pas connu d'exécution.

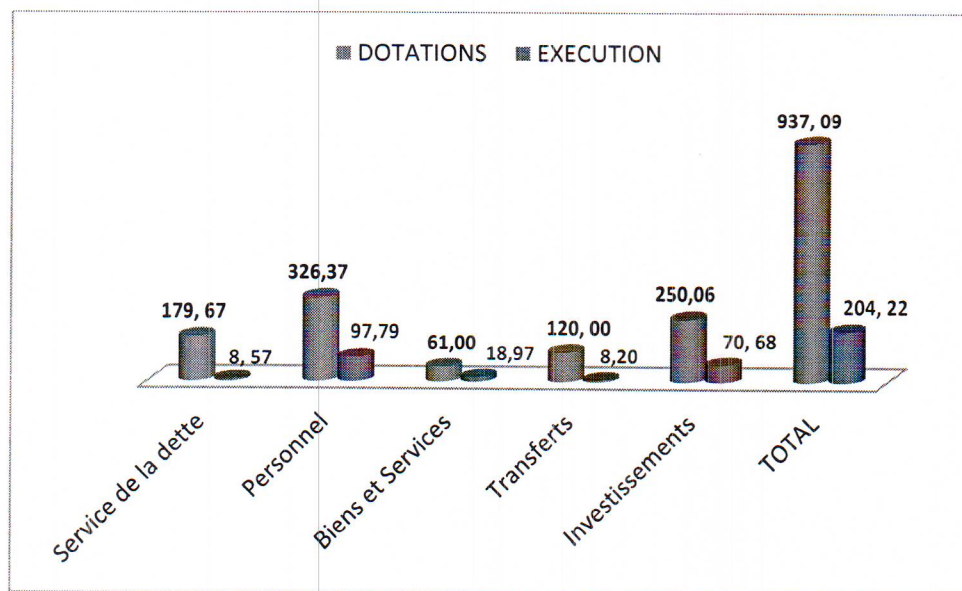
La situation des dépenses du Budget Général de l'Etat est présentée dans le tableau récapitulatif et graphique ci-après.

Tableau 2 : Exécution des dépenses au 31 mars 2017

Nature	Dotation	Exécution	Taux D'exécution
Service de la dette publique (y compris amortissements)	179,666	8,570	4,769%
Dotation aux pouvoirs publics	387,370	116,765	30,140%
<i>Personnel</i>	326,370	97,793	29,963%
<i>Biens & Services</i>	61,000	18,972	31,101%
Intervention de L'Etat	120,000	8,200	6,833%
Equipement-Investissement	250,061	70,687	28,267%
<i>Investissements sur ressources intérieures</i>	89,555	760	0,848%
<i>Investissements sur ressources extérieures</i>	160,506	69,927	43,566%
Total	937,097	204,222	21,794%

Source : DGTCP/DGB/MFB

Graphique 2 : Dépenses exécutées au premier trimestre 2017



Source : DGTCP/DGB/MFB

CONCLUSION

Au premier trimestre 2017, le Budget de l'Etat s'est exécuté à hauteur de 26 % pour les recettes contre 21 % pour les dépenses. L'on observe qu'au niveau des recettes, ce sont les recettes en capital qui ont connu le meilleur taux de réalisation (43 %). En

ce qui concerne les dépenses, ce sont les dotations aux pouvoirs publics et les dépenses en équipements-investissements qui ont des niveaux d'exécution les plus élevés (environ 28 % chacune).

Fait à N'Djaména le, 10 AUG 2017

P. Le Ministre des Finances et du Budget

La Secrétaire d'Etat



Mme BANATA TCHALE SOW